

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Abéba, Éthiopie, B.P.: 3243 Tél.: (251-1) 15513 822 Télécopie: (251-1) 15519 321
Courriel: situationroom@african-union.org

**ALLOCUTION DE L'AMBASSADEUR SMAÏL CHERGUI,
COMMISSAIRE À LA PAIX ET À LA SÉCURITÉ
DE L'UNION AFRICAINE**

**A LA 16ÈME SESSION ORDINAIRE DE LA CONFÉRENCE DES CHEFS
D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA CEEAC**

**NDJAMENA,
25 MAI 2015**

Excellence Monsieur Idriss Deby Itno, Président de la République du Tchad et Président en exercice de la CEEAC,

Excellences, Madame et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement et Chefs de délégation,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Secrétaire général de la CEEAC,

Monsieur les Représentants spéciaux des Nations unies pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest,

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un insigne honneur que de m'adresser à ce 16ème Sommet ordinaire de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale. J'éprouve un plaisir particulier à me retrouver à Ndjamena, une ville dont l'impressionnant développement symbolise la détermination du Tchad à promouvoir le bien-être de son peuple. Je vous transmets les vœux de succès de la Présidente de la Commission, Dr Nkosazana Dlamini-Zuma, que des contraintes de calendrier ont empêchée d'être parmi vous.

Ce Sommet, qui coïncide avec la journée de l'Afrique, se tient à un moment où la conjoncture exige de nos États, tant dans le cadre de l'Union africaine que des Communautés économiques régionales, un surcroît d'efforts pour relever le défi de la paix et celui du développement.

Par-delà l'expression de gratitude au Gouvernement et au peuple tchadiens pour la chaleur de leur accueil - une tradition bien ancrée sur cette terre généreuse - je voudrais saluer l'engagement renouvelé du Tchad et du Président Idriss Deby Itno en faveur des idéaux de notre Union. Les sacrifices consentis au Mali, la contribution importante du Tchad au règlement de la crise qui affecte la République centrafricaine voisine et l'action d'envergure en cours pour combattre Boko Haram, la

conduite remarquable des questions africaines au niveau du Conseil de sécurité des Nations unies, où le Tchad occupe, avec l'Angola et le Nigeria, l'un des trois sièges réservés à notre continent, démontrent à suffisance la ferme volonté de votre pays à promouvoir et à faire avancer l'agenda africain.

L'appréciation de l'Union africaine va également aux autres chefs d'État ici présents pour leur contribution inestimable à la renaissance et au renouveau de notre continent

**Excellences,
Mesdames et Messieurs,**

La Communauté économique des États de l'Afrique centrale constitue, aux côtés des autres Communautés économiques régionales, l'un des piliers de l'Union africaine. La traduction dans les faits de la vision de notre Union dépend, dans une large mesure, des avancées enregistrées au niveau des regroupements régionaux. C'est dire que nous suivons avec le plus grand intérêt les développements qui ont cours en leur sein.

Dans ce contexte, nous ne pouvons que nous réjouir des progrès accomplis dans l'opérationnalisation de l'Architecture africaine de paix et de sécurité au niveau de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale. L'Union africaine, qui œuvre étroitement avec la région en ce domaine, félicite les États membres et le Secrétariat général pour les jalons importants posés s'agissant du Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale - COPAX - et de ses outils d'action que constituent la brigade régionale en attente - FOMAC - et le Mécanisme d'alerte rapide - MARAC. Ces jalons sont d'autant plus bienvenus que l'Afrique centrale

continue de faire face à de nombreux défis dans le domaine de la paix et de la sécurité.

Le présent Sommet se tient alors que des avancées notables ont été enregistrées dans la lutte contre le groupe terroriste Boko Haram. C'est ici le lieu de renouveler notre appréciation à la région pour son action collégiale et marquer notre solidarité avec l'ensemble des pays et populations affectés par les attaques barbares perpétrées par Boko Haram. La vigilance doit rester de mise jusqu'à l'éradication complète de ce groupe. Par-delà l'action militaire, il y a lieu de traiter les facteurs qui ont favorisé l'émergence de Boko Haram ainsi que les conséquences humanitaires de ce conflit. L'Union africaine restera activement engagée aux côtés de la région : sur le plan politique, avec l'accompagnement du Conseil de paix et de sécurité qui a autorisé le déploiement de la Force multinationale mixte en janvier dernier; sur le plan technique, avec la contribution de la Commission à l'élaboration des documents opérationnels de la Force; et sur le plan financier enfin, avec la mobilisation des ressources requises. Sur ce dernier point, il me plait d'informer le Sommet que nous avons conclu hier une consultation avec les pays de la région sur l'utilisation des fonds obtenus à ce jour et dont le montant s'élève à plus de 60 millions de dollars, en plus des contributions annoncées du Nigeria et de la CEEAC, de l'ordre respectivement de 100 et 50 millions de dollars. Il me plait d'annoncer également que je procéderai cet après-midi, à l'inauguration du Quartier Général de la Force Multinationale Mixte et à l'installation de son État-major.

En Centrafrique, la tenue réussie du Forum de Bangui nous conforte dans notre conviction que les Centrafricains sauront surmonter les déchirures

induites par la violence inouïe qui a endeuillé leur pays. Il s'agit maintenant d'accompagner les autorités de transition et les autres parties prenantes dans la mise en œuvre des conclusions du Forum. Je voudrais ici, à la suite du Conseil de paix et de sécurité, souligner l'impératif de la tenue rapide des élections. Les transitions courtes sont toujours les meilleures. L'Union africaine, à travers sa Mission en Centrafrique et pour l'Afrique centrale, continuera à appuyer le processus en cours.

D'autres questions méritent l'attention soutenue des pays de la région. Celles-ci vont de la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région - auquel sont parties plusieurs États membres de la CEEAC - à la promotion de la sécurité maritime, en passant par la lutte contre le terrorisme, rendue plus impérative encore par les activités, dans la région, du groupe Boko Haram et de l'Armée de Résistance du Seigneur, et le nécessaire combat contre la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre. Sur toutes ces questions, la région peut compter sur le soutien et l'accompagnement de l'Union africaine.

Comme ailleurs sur le continent, 2015 et 2016 s'annoncent comme des années d'élections dans la région. Tout doit être fait pour que ces scrutins marquent une nouvelle étape dans la consolidation des acquis importants enregistrés dans les processus de démocratisation engagés sur le continent depuis maintenant plus de deux décennies. De ce point de vue, l'Union africaine prête une attention soutenue à la situation au Burundi. Nous œuvrons étroitement avec les pays de la région et les partenaires internationaux, notamment la CEEAC et les Nations unies, en vue de

désamorcer la tension actuelle et de créer des conditions propices à la tenue d'élections libres, transparentes et inclusives.

Je réitère l'appel du Conseil de paix et de sécurité aux parties burundaises pour qu'elles privilégient la voie du dialogue, celle de la raison, pour préserver les acquis enregistrés grâce à l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation et épargner à leur pays les affres de la violence et de l'instabilité.

**Excellences,
Mesdames et Messieurs,**

La prospérité économique et l'amélioration des conditions de vie de nos populations sont essentielles à la promotion de la paix et de la stabilité. Dans une très large mesure, la réalisation de cet objectif passe par l'accélération de l'intégration économique sur le continent, laquelle est, au demeurant, la vocation première des Communautés économiques régionales.

De ce point de vue, nous n'avons pas de doute que le présent Sommet permettra d'accélérer la cadence. Il importe, en particulier, de continuer à accorder toute la priorité requise au développement des infrastructures de transport et à l'industrialisation pour ne pas continuer à exporter les emplois. Il s'agit là d'une condition sine qua non pour stimuler les échanges régionaux et faciliter la libre circulation des personnes, générer une croissance durable et favoriser la création des emplois, en particulier pour les jeunes.

**Excellences,
Mesdames et Messieurs,**

Une CEEAC forte et efficace, dotée des moyens humains et financiers nécessaires, constituera un formidable atout tant pour la région que pour le reste du continent. Notre capacité d'action et les perspectives d'aboutissement des objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés en matière de promotion de la paix et de développement en seraient considérablement renforcées. Nous serons à l'écoute des décisions de ce Sommet à cet égard.

Je m'honore de votre bienveillante attention et souhaite plein succès à vos délibérations.